Entretien avec Louis-Jean Calvet

LOUIS-JEAN CALVET
Linguiste et auteur récemment de *Les Langues : quel avenir ? Les effets linguistiques de la mondialisation*, CNRS, 2017.

Ce que la mondialisation fait aux langues

Le sociolinguiste Louis-Jean Calvet observe les flux et reflux linguistiques. Avec une conviction : toutes les langues n'ont pas la même valeur marchande. La mondialisation conduit à la dévaluation de certaines langues, au profit d'autres.

rapports entre les langues des colonisateurs et celles des colonisés. Mais si j'avais été juriste, j'aurais pu faire le même travail à propos des lois, ou des croyances si j'avais été spécialiste des religions. Dans tous les cas, en effet, le discours colonial, l'idéologie coloniale, convertissaient la différence en infériorité.

Louis-Jean Calvet est linguiste. Il a écrit de nombreux ouvrages dont *Linguistique et colonialisme* (2002) ou *La Méditerranée. Mer de nos langues* (2016). À travers son dernier ouvrage, *Les Langues : quel avenir ? Les effets linguistiques de la mondialisation*, il analyse la situation des langues dans un monde globalisé.

Pouvez-vous l'expliquer ?
J'avais bien sûr forgé ce mot sur le modèle d'anthropophagie : la glottophagie est le fait de « manger » des langues. Le titre de la traduction allemande de mon livre est d'ailleurs plus explicite : *Die Sprachenfresser*, « les bouffeurs de langue ». Je voulais désigner par là le fait que l'entreprise coloniale, pour asseoir sa supériorité supposée sur l'autre, avait besoin de le nier, en particulier de nier sa langue, de la déglutir pour la dégurgiter ensuite, en la qualifiant de dialecte ou de patois, voire de la faire disparaître. Disons que j'analysais la colonisation du point de vue des langues, des

Cette notion fonctionne-t-elle toujours aujourd'hui ?
Il me semble d'abord qu'elle garde une pertinence scientifique, car elle explique parfaitement l'histoire des langues en France. Il suffit de relire le rapport de l'abbé Grégoire devant la Convention, en juin 1794 : il considère tout ce qu'on parle en France, à l'exception du français, comme des patois qu'il faut détruire. Il les considère comme des « idiomes dégénérés », « pauvres », à remplacer de toute urgence par le français. On a assisté au même phénomène face aux langues indiennes, au Nord comme au

Sud du continent américain, et aujourd'hui en Chine, où l'on continue à appeler « dialectes » les langues chinoises autres que le mandarin. Peut-être d'ailleurs verrons-nous bientôt la même chose dans les rapports entre l'anglais et les autres grandes langues du monde.

Votre livre *Les Langues : quel avenir ? Les effets linguistiques de la mondialisation* vient de paraître aux éditions du CNRS. En quoi la mondialisation modifie-t-elle la situation des « grandes » langues et celle des « petites » langues ?

Cette formulation, « grandes langues », « petites langues », est déjà une réponse : elle montre qu'il existe des langues plus importantes que d'autres ou considérées comme telles. Il y a un « marché aux langues », comme il y a des marchés aux fleurs ou aux légumes, comme il y a un marché monétaire : les langues se déprécient ou s'apprécient, elles ont une valeur, ou un poids. Ainsi on peut théoriquement choisir la langue que nos enfants vont étudier à l'école dans une liste plutôt longue, mais tous les parents ou presque choisissent l'anglais et leur choix dévalue les autres langues proposées dans le système scolaire. Ou encore, lorsque des participants à un colloque choisissent d'intervenir en anglais et non pas dans leur langue, ils dévaluent leur propre langue. Il y a donc une sorte de cotation des langues. De la même façon qu'il y a des monnaies convertibles, le dollar, l'euro, le yen, et d'autres non convertibles, il y a des langues qui permettent de communiquer partout, l'anglais, l'espagnol, le français, et des langues d'usage restreint, local, non convertibles. Il y a donc une valeur marchande des langues. C'est là le principal effet de la mondialisation sur les langues.

Dans votre ouvrage, vous distinguez politique linguistique et politologie linguistique. Quelle est la différence entre ces deux notions ?

On appelle « politologues » ceux qui analysent la politique ; la politologie linguistique est donc pour moi la science de ceux qui analysent les politiques linguistiques. Je veux dire par là que notre travail est d'analyser les situations et les interven-

tions sur ces situations, de proposer des instruments, d'imaginer des *scenarii*, pour ensuite pouvoir mettre tout cela sous les yeux des décideurs politiques, si un jour ils décident d'intervenir sur ces situations linguistiques. Ce qui se passe en France en est un bel exemple : il y a d'un côté des idéologues du tout français, de la concomitance entre la nationalité, la citoyenneté et la langue, et de l'autre des militants des langues régionales, qui ont le plus souvent un discours communautariste, voire indépendantiste. Il faut décrire tout cela d'un point de vue scientifique, froid, distancié, avant de donner aux politiques des éléments de décision.

Vous vous intéressez depuis 2010 au traitement statistique des langues. Ces données doivent-elles être utilisées davantage dans la planification linguistique ?

De façon générale, tout discours sur une situation linguistique doit reposer sur une analyse objective de cette situation. Il y a bien sûr des sentiments linguistiques,

Un baromètre des langues

Créé par les frères Alain et Louis-Jean Calvet, ce baromètre classe les langues du monde (dans la version actuelle les 137 langues ayant plus de 5 millions de locuteurs langue maternelle). Il permet d'appréhender l'importance des différentes langues du monde, selon une série de critères à la fois culturels, démographiques, sociologiques et économiques (nombre de locuteurs, langue officielle ou non, taux de pénétration sur Internet, prix littéraires, etc.). Quinté de tête : l'anglais (1), l'espagnol (2), le français (3), l'allemand (4) et le russe (5), le mandarin n'arrivant qu'en dixième position. ■ A.O.

www.wikilf.culture.fr/barometre2012/

des phénomènes identitaires, des idéologies, mais il y a aussi des faits objectifs, que nous ne pouvons cerner que par des enquêtes et une approche statistique. Or on ne peut pas entamer une politique linguistique sans disposer de ces données. Qui parle quelles langues ? Dans quelles proportions ? Qui transmet sa langue à ses enfants ? Ce sont des questions fondamentales pour la connaissance d'une situation sur laquelle on veut intervenir.

Faut-il établir une hiérarchie des langues, ou s'y refuser ?

Chaque langue vaut toute autre langue en dignité, et dire que les langues sont toutes égales est alors une tautologie : toutes les langues sont des langues. Mais, socialement, les langues ne sont pas égales, elles n'ouvrent pas les mêmes portes, ne donnent pas les mêmes débouchés, ne donnent pas accès aux mêmes carrières. C'est pourquoi j'ai travaillé non pas sur une « hiérarchie » des langues mais sur ce que j'appelle leur « poids », construisant, en collaboration avec mon frère Alain, un « baromètre », qui est en ligne sur Internet, et qui « classe » les langues en utilisant une dizaine de facteurs.

Comment envisagez-vous la configuration linguistique de demain ?

On peut imaginer différentes possibilités d'évolution. Tout d'abord, des langues disparaissent régulièrement, mais cela a toujours été le cas. Faut-il les protéger, comme on protège des espèces menacées ? Ou s'interroger sur leurs fonctions sociales avant d'intervenir ? Par ailleurs, des langues (comme l'anglais, le français, l'espagnol...) peuvent se dialectaliser, prendre des formes différentes à travers le monde. Enfin, et peut-être surtout, l'avenir des différentes langues dépend, à moyen terme, de leur place sur Internet, et la sélection risque ici d'être implacable. Si l'on se fonde sur le nombre de pages, une dizaine de langues monopolise aujourd'hui le « marché » de la Toile, occupant près de 90% du « territoire ». C'est un indicateur à ne pas négliger. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNA QUÉRÉ

Louis-Jean Calvet, *Les Langues : quel avenir ? Les effets linguistiques de la mondialisation*, CNRS, 2017.